

## 6 - « ON NE PEUT RIEN CONTRE LA FATALITÉ DES FAITS »

La rhétorique de l'impuissance

Bruno Latour

in Club de réflexions sociales et Maurice Merleau-Ponty, *La Pensée confisquée*

La Découverte | « Cahiers libres »

1997 | pages 105 à 122

ISBN 9782707127440

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/la-pensee-confisquee---page-105.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## II

---

### *L'économie en questions*



---

« *On ne peut rien  
contre la fatalité des faits* »

La rhétorique de l'impuissance

Bruno Latour\*

Il paraît que nous sommes finis, terminés, ratiboisés ; que nous n'avons plus qu'à nous coucher pour mourir, nous, les Français, les Européens ; ce serait la fin de l'histoire, la fin de la nation, la fin de la gauche, la fin de la politique, bref, la fin des fins, la fin de tout. Plus moyen de rien dire, de rien articuler ; plus moyen de s'indigner, de se mobiliser, de s'engager. Nous aurions un bœuf sur la langue, un troupeau de bœufs sur la langue, un troupeau de vaches folles sur la langue. Pourquoi cette atonie, cette désespérance, cette longue crise de la consommation, de l'investissement, de l'espoir ? Parce que les lois d'airain de l'économie ont enfin triomphé ; parce que l'ordre des choses doit se dérouler fatalement, factuellement. À l'ancienne fatalité fait suite la « *faitalité* ». Nous n'y pouvons rien. Nous ne pouvons plus rien. Les faits parlent pour eux-mêmes.

Pourtant, les journaux ne disent-ils pas que, partout ailleurs, le libéralisme se manifeste par l'énergie, le laisser-faire, l'esprit d'entreprise, le bouillonnement, les taux de

---

\* Bruno Latour, philosophe et sociologue, est professeur au Centre de sociologie de l'innovation de l'École des mines de Paris et à l'Université de Californie à San Diego.

croissance, les reprises ? Chez nous, et seulement chez nous, il se manifesterait par l'atonie, le laisser-aller, le chômage, la dépression, la langueur ? Comme si nous perdions sur les deux tableaux ; comme si nous replongions dans la déprime à tous les coups, soit que nous nous soumettions aux lois d'airain, soit que nous combattions contre leur application inexorable. Les Français « libérés » par les troupes héroïques du libéralisme tomberaient aussitôt dans une profonde paralysie, alors que ceux qui résistent au libéralisme se trouveraient, eux aussi, paralysés par la peur, tétanisés par l'archaïsme, en état de catatonie. Les Français « libres » comme les Français « résistants » rivaliseraient dans la dépression. Plus déprimé que moi, tu meurs...

Par quoi sommes-nous donc empoisonnés ? Quel plomb fondu coule dans les veines du corps politique en place du sang vif ? Quel régime alimentaire a causé cette lente anorexie ? D'où vient cette mononucléose ? On répond qu'elle vient de la pensée unique. Mais c'est impossible puisqu'une pensée unique devrait au contraire mobiliser toutes les énergies vers la victoire. « Je fais la guerre », disait Clemenceau. « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace », disait Danton. « Y penser toujours et n'en parler jamais », disait-on de l'Alsace-Lorraine — l'équivalent pour la III<sup>e</sup> République du plein-emploi pour nous. L'unicité d'une pensée devrait au contraire mobiliser la nation, l'agiter dans toutes ses actions, multiplier les forces, et surtout, surtout, explorer mille moyens, décupler l'invention, capter des ressources insoupçonnées afin d'atteindre ce but unique, « espoir suprême et suprême pensée ». Dans toute autre circonstance, parler de pensée unique devrait déclencher la *furia francese* afin de récupérer notre Alsace-Lorraine à nous ; afin de renverser le rapport des forces défavorable ; afin de mettre en déroute la coalition des nations liguées contre notre économie.

Depuis quand l'unicité d'une pensée collective pourrait-elle désarmer la nation, la paralyser, la livrer pieds et poings liés, la forcer à se coucher dans un coin pour mourir comme une bête ? Il faut qu'il y ait autre chose. Il faut qu'une difficulté insoupçonnée empêche justement cette

pensée d'agir comme l'unificateur de la nation, comme un appel à la mobilisation, comme le canon de Valmy. Il me semble que cette difficulté tient à cette étrange substitution : on a pris la politique pour de la pensée. Dans le corps politique on a injecté de la cire à la place du sang, procédure excellente pour obtenir un magnifique modèle anatomique, comme on en voit souvent dans les musées d'histoire naturelle, mais procédure calamiteuse si l'on attend de ce corps qu'il s'agite et s'ébroue... La cire de l'information, ou pis encore la confiture de la morale à la place du sang, voilà ce qui ralentit notre débit, nos pulsations, notre rythme cardiaque. Transfusion monstrueuse dans un corps de plus en plus débilité et auquel les chirurgiens, pour lui redonner des couleurs, ne cesseraient de lui transfuser les uns encore plus de cire et les autres encore plus de confiture. Et l'on s'étonne que le patient se meure de langueur !

On objectera qu'une transfusion de pensée ne saurait faire du mal à la politique, que la vie publique ne saurait souffrir d'un excès de moralité. Ne manquons-nous pas cruellement au contraire de connaissance, d'information, de raison, de logique, de moralité, de vertu ? La cause de nos malheurs ne vient-elle pas de la profonde incompetence et de la profonde immoralité de nos hommes et de nos femmes politiques ? Est-ce que vraiment nous ne sortirions pas enfin de nos malheurs si nous pouvions compter sur plus de logiques, de raisons, d'informations, de transparences et de clartés ? Faut-il nous désespérer encore davantage en nous enlevant les secours de la raison et ceux de la morale, alors que nous sommes en train de recevoir les derniers sacrements sur la table d'opération ? Faut-il vraiment débrancher les tuyaux de transfusion et les sondes afin de nous libérer de notre seul espoir de survie ? N'est-ce pas pousser le paradoxe un peu loin ?

Non. Il me semble, je ne sais pas, mais j'en ai l'impression, au point où nous en sommes je risquerais le coup. Je dirais que le chirurgien tue le malade, que le transfuseur s'est trompé de poche, que le réanimateur a confondu les tuyaux. Les Français, les Français particulièrement, meurent d'une overdose de lumière, de raison et de modernisation. En tout cas, il faut essayer cette hypothèse-là. Aucun autre peuple n'a cru à la Science à ce point ; aucun

autre État ne s'est soumis si totalement à l'exigence de modernisation. Aucune autre économie ne se livre aussi complètement aux lois de la science économique. Aucun autre collectif ne se prend autant pour une machine, pour un mécanisme, pour un automate. Aucune autre société ne s'inflige de pareilles doses de nécessités inéluctables et indiscutables. Aucun autre pays ne se *shoote* ainsi aux critères de convergence. Pensée unique, monnaie unique, science unique. Ce qui devrait unifier dans un combat un corps multiple aux forces décuplées par l'effort le livre à l'ennemi paralysé par ses sondes et ses cathéters, incapable de tout effort. Pourquoi le stimulant se change-t-il en calmant ? Il y a là un problème de pharmacologie politique qu'il faut pouvoir éclaircir.

La Raison n'a rien à voir avec les sciences. La Science n'a rien à voir avec les disciplines scientifiques. Il faut commencer par là. Quand on arrache les tuyaux de la Raison, on ne se prive pas de la lumière des sciences, au contraire, on laisse la place pour se brancher, enfin sérieusement, sur une riche matrice de problèmes, d'expériences, de controverses, de laboratoires, de collections, de groupements, d'institutions qui enrichissent fabuleusement les possibilités, les marges de manœuvre de la vie publique. La Science économique n'a pas grand chose à voir avec les sciences économiques ; la Physique rien à voir avec les laboratoires de recherche en physique ; la Sociologie aucun rapport avec les petits agrégats où s'expérimentent des compréhensions partielles du corps social. Il ne faut pas opposer la Science avec la réalité concrète et critiquer la Raison, comme on le fait à l'extrême droite, au nom d'une volonté primaire, primitive, du bon sens et du bon sang, mais il faut opposer radicalement, impitoyablement, incessamment la Science avec les sciences, la Science avec la recherche, la Raison avec les expériences. La Science sait, la recherche cherche. La Science ferme la bouche par un transfert d'indiscutables, la recherche ouvre les bouches et multiplie les discussions entre les humains fragiles et les êtres non humains dont elle décuple chaque jour le nombre et les formes d'existence.

La Raison n'a rien à voir non plus avec les techniques.

On ne trouve ni efficacité ni rentabilité lorsqu'on s'approche des bureaux d'études et des bureaux des méthodes, des halls d'essais, des pilotes et des ateliers. On trouve beaucoup mieux. On trouve des tentatives risquées pour multiplier les possibilités d'existence et essayer de saisir, par une succession d'explorations, de projets, comment ces masses d'humains et de non-humains assemblés peuvent parfois devenir un peu plus efficaces, un peu plus rentables, en fonction des instruments de mesure que l'on a choisi pour cadrer provisoirement les calculs. Rien d'automatique, rien de mécanique, rien d'inhumain, rien de technique, rien d'indiscutable, rien de ferme-bouche dans le monde des projets techniques. Quand les projets passent à l'existence, c'est accompagnés d'une foule de règles, de gens, d'habitudes, de passions, et c'est sous la forme d'une institution qu'ils apparaissent à nos yeux, compagnies ferroviaires, réseaux de téléphone, marchés de consommation. Jamais sous la forme d'objets inéluctables qui bombarderaient le corps social à la façon d'une pluie de météorites.

Invoquer la Raison ce n'est invoquer ni les sciences ni les techniques. Rejeter la Raison ce n'est donc pas tomber dans l'irrationnel mais, au contraire, permettre aux sciences et aux techniques d'avoir un peu plus de place pour déployer leurs controverses, leurs expérimentations, leurs explorations. Le petit mot « irrationnel » sert de drapeau rouge à deux combats opposés : l'un qu'il faut encourager contre la Raison et l'autre qu'il faut décourager contre la recherche.

Qu'est-ce alors que la Raison et pourquoi faisons-nous la folle erreur d'y accrocher, comme pour une transfusion, les espoirs de la vie publique ? Elle est devenue, depuis trente ou quarante ans, son exact contraire : de l'information. L'information est un moyen, le moyen idéal, de court-circuiter la politique, la discussion publique, la lente agrégation du collectif, l'exploration incessante des intérêts et des opinions, le travail toujours à recommencer de la production d'un ordre librement consenti et auquel on obéit comme à soi-même. Grâce à la Raison-Information, le travail de production d'un collectif uni dans l'effort contre le destin inéluctable se trouve remplacé par l'acceptation d'un destin inéluctable qui dépend de lois supérieures aux humains, connues des seuls experts et auxquelles personne

ne peut rien. Par une inversion vraiment stupéfiante, le rêve de la Raison qui nous libérerait enfin de l'obscurité et des passions de la vie politique est devenu le cauchemar qui enchaîne à la fatalité, à la *faitalité*. Ce qui devait exprimer la clarté de l'activité scientifique et technique est devenu, au fil des ans, ce qui cache, réprime, interdit, dissimule, annihile l'activité industrielle des chercheurs et des ingénieurs. Il faut maintenant défendre les sciences contre la Science, et la vie publique contre la Raison-Information.

Le renversement vient probablement d'une erreur sur le statut de l'information, confondue à tort avec la vérité juste des sciences. Nous imaginons que l'information doit transmettre des données d'un point à un autre sans subir de déformation en allant de l'émetteur au récepteur. S'il y a déformation, nous sommes ennuyés, nous disons qu'il y a eu perturbation ou, pis, nous affirmons qu'il y a eu montage, sélection ou, pis encore, nous dénonçons la manipulation, le truquage. Quand l'information va tout droit, directement, sans médiation, sans intermédiaire, de façon transparente, lisse, sans histoire, alors nous sommes satisfaits, nous ronronnons de contentement. Le but ultime de l'existence devient celui de produire de l'information ainsi conçue, de la transmettre et de la recevoir. Le but ultime de la critique se réduit à juger s'il y a eu perturbation, sélection, manipulation ou si le flux de l'onde transparente passe sans résistance et sans perte à travers tout le corps social. Branchés, communicants, reliés, contents. Transparents, informés, conducteurs, béats.

Dire qu'il ne s'agit pas là d'un modèle scientifique est un euphémisme. Le plus petit chercheur, le plus humble travailleur de la preuve, le matheux de classe de 4<sup>e</sup> commence par transformer profondément ses données, ses équations, ses diagrammes. Il passe de l'un à l'autre à la recherche risquée d'une constante, mais il ne voit jamais de transfert d'information. La carte ne ressemble pas plus au territoire que l'équation résolue ne ressemble au problème en prose que l'on avait posé à l'élève. Il y a là un chemin à travers les données, les obtenues, les produites, les fabriquées, qui ne peut en aucun cas passer pour un flux transparent de communication. S'il y a bien une activité qui requiert les

médiations, le travail des instruments, les actes de réécriture, l'audace de la déformation, le risque de l'artifice, c'est bien la discipline des sciences petites ou grandes, souples ou dures, chaudes ou froides, chères ou bon marché. Les faits sont faits, bien ou mal, les faits ne sont jamais là, prêts au transport et à l'emploi. Que ceux qui parlent de fatalité ne s'appuient jamais sur la fragile beauté des faits.

Dire que l'information n'est pas un modèle artistique est un autre euphémisme. Le moindre journaliste, le plus petit cameraman, le plus obtus des preneurs de son, le plus maladroit des graphistes ou des metteurs en pages sait bien tout le travail qui va dans la confection d'un reportage, d'une colonne de journal, d'une histoire de chiens écrasés, d'un graphique ou d'une carte météo. Parler de montage ne veut pas dire déformation. Parler de mise en pages ne veut pas dire truquage. Parler de mise en ondes ne veut pas dire que l'on ment. Partout, nuit et jour, des milliers de personnes fabriquent, trient, produisent, élèvent, abaissent, centrent, zooment, éclairent, déplacent, soulignent, colorient, des données, des obtenues, des produites, des scénarisées qui ne ressemblent jamais, à aucun moment, en nulle circonstance, à des informations transmises sans effort et sans médiation d'un émetteur à un récepteur. On nous rebat les oreilles de communication, de réseau, de chaînes, de téléphones cellulaires, d'images virtuelles, mais on ne nous a encore jamais montré une seule information qui serait passée sans déformation et sans médiation.

Si l'information transparente, immédiate et fluide n'existe nulle part, pourquoi diable imaginons-nous qu'elle pourrait se réfugier dans la seule arène où elle paraît vraiment la plus improbable, l'arène politique ? Pourquoi monsieur Juppé nous affirme-t-il qu'il doit « expliquer » sa politique et que si les Français se rebellent il va leur expliquer davantage en « communiquant plus clairement » ? Pourquoi monsieur Jospin a-t-il un « programme » de gouvernement qu'il va s'efforcer d'« appliquer courageusement » après l'avoir « bien expliqué » aux Français, qui finiront par le « comprendre » et l'« accepter » ? Pourquoi affirme-t-on que les propos de monsieur Le Pen « dérapent », qu'ils sont « ambigus », qu'ils risquent de « tromper les Français » ? Il y a peut-être une

explication simple. On aurait confondu la France avec une salle de classe dans laquelle des élèves avaleraient un programme pour passer un examen de connaissances. Mais cette explication ne vaut pas tripette, parce que toute la pédagogie se rebelle depuis cent ans contre l'idée que le maître informerait ses élèves en transmettant des connaissances sans déformation ni réappropriation. Si le plus mal payé des hussards noirs de la République se contentait comme monsieur Juppé de dire : « Vous n'avez pas compris ? Je recommence la même leçon dans les mêmes termes, jusqu'à ce que vous l'ayez avalée », il recevrait de l'inspecteur une bien mauvaise note. Non, non, on utilise ce modèle, qui n'existe ni dans les sciences, ni dans les organes d'information, ni dans les salles de classe, pour la seule et unique agora. Il y a là un cas de pathologie vraiment extrême, de délire rationnel qu'il nous faut examiner.

Imaginons un responsable de marketing dont les produits sont délaissés par les chalands qui dirait avec assurance, en levant le menton : « Les clients ne nous comprennent pas, nous allons mieux expliquer notre produit », et qui ne changerait ni ses méthodes de vente, ni ses messages publicitaires, ni la couleur, la forme, les fonctions, la présentation, le prix de ses marchandises. On rirait de lui. Il se ferait saquer le lendemain. Imaginons un ingénieur dont le pilote construit à grands frais exploserait aux yeux des commanditaires convoqués pour évaluer ce qu'on a fait de leur argent et qui dirait fort benoîtement : « Vous n'avez pas compris, je vais vous réexpliquer le principe, reprenons au tableau. » Il ne construirait plus jamais de pilote de sa carrière... Le chef de vente comme l'ingénieur explorent un monde complexe dont ils ne savent pas de quoi il est fait et s'efforcent, en modifiant successivement les conditions de l'expérience et les composants de leurs produits, d'en apprendre davantage sur les possibilités qu'ils se sont données. Mais ce qu'ils obtiennent en information, ils le payent en modifications. Le vendeur comme le client, l'ingénieur comme ses commanditaires, la marchandise comme le mécanisme apprennent au cours de l'expérimentation ce qu'ils sont, ce qu'ils valent, ce qu'ils veulent. En science, en technique, en marché, il n'y a pas d'essence et pas de destin. Pourquoi diable y en aurait-il pour la seule

vie politique où se décide jour après jour les voies de l'antidestin ?

Or, en injectant de l'information à doses massives dans la vie publique on prétend pour elle, et pour elle seule, se priver justement des ressources de l'expérimentation collective qui semble indispensable au moindre chercheur, au moindre vendeur, au moindre ingénieur, comme au plus humble instituteur. Il y aurait des lois indiscutables qu'il faudrait transmettre et faire accepter au peuple, lequel serait composé d'êtres fixes, dotés d'opinion et de volonté, d'*habitus* et d'intérêts, et qu'il faudrait représenter de façon aussi transparente que possible. L'obéissance se ferait par les mêmes opérations de transfert, il suffirait de déplacer les « leviers de commande » et la « machine » se mettrait en marche « comme un seul homme » en « répondant » aux « commandes » et en renvoyant des « informations » par *feed-back*. Partout de la transparence, partout de la clarté, partout du transfert de nécessités indiscutables, partout de la représentation, partout du calcul. Voilà ce qui empoisonne le sang du corps politique ! Voilà ce qui cause son asthénie prolongée, sa maladie de langueur !

Prendre le corps social pour une machine est d'abord une aberration mécanique. En effet, rien de moins transparent et automatique qu'une machine. Par définition, un mécanisme quelconque requiert une accumulation, un branchement de boîtes noires, c'est-à-dire, comme le nom l'indique fort bien, un ensemble obscur dont on ne veut connaître que les entrées et les sorties. Les boîtes noires sont donc noires par définition et, plus un mécanisme est compliqué, plus il accumule de boîtes, plus il est sombre et opaque. L'idée d'une transparence des machines est donc une contradiction dans les termes. Ou bien une machine est transparente et maîtrisable, mais alors elle n'est pas plus compliquée qu'un tournevis, ou bien elle est compliquée mais alors elle est opaque et impossible à maîtriser du regard. Tout programmeur de plus de quarante lignes sait cela ; tout surveillant de centrale nucléaire ; tout automobiliste qui se résigne à soulever le capot de sa bagnole.

C'est ensuite une aberration sociologique. Lorsque les machines compliquées passent du projet à la réalité, ce

n'est jamais sous la forme d'un objet autonome et isolé, mais sous la forme d'une institution très vaste qui suppose un nombre gigantesque d'opérateurs, de surveillants, de régulateurs, de personnes morales et physiques, de règles de droit, de collaborations internationales, d'ouvriers en salopettes et d'ingénieurs en blouses blanches. S'imaginer que la vie publique est un automate, ce qui permettrait de diminuer le nombre d'humains à prendre en compte, c'est n'avoir jamais visité une usine ou jamais pris un avion. C'est confondre une fraction de la machine — c'est-à-dire les relations locales entre quelques non-humains — avec le moteur entier de l'institution mécanique qui la fait tourner. Ce ne sont pas les Airbus A320 qui volent, mais les compagnies aériennes. Ce ne sont pas les ordinateurs portables qui réfléchissent mécaniquement, mais les sociétés d'ingénierie informatique reliées à quelques bons milliers d'ingénieurs et à quelques centaines de milliers de transistors. On ne peut simplifier ces relations en faisant appel à la technique. Les techniques ajoutent de l'obscurité et non de la maîtrise ; elles ajoutent du nombre et n'en retranchent pas. Les technocrates ne parlent pas plus au nom du pouvoir qu'au nom de la technique.

En regardant les autres modèles d'exploration, on voit *a contrario* tous les bénéfices secondaires que recherchent ceux qui prennent la politique pour un transport d'information sans déformation. En effet, comme on les comprend ! Que de travail épargné ! Celui du pédagogue obligé de changer mille fois ses méthodes pour faire absorber quelques gouttes de connaissance à un âne qui n'a pas soif. Celui de l'ingénieur obligé de risquer toutes ses connaissances dans un projet incertain afin de retirer quelques informations sur les possibilités techniques et organisationnelles de l'entreprise qui l'emploie. Celui d'un chef de vente obligé de remettre chaque matin sur le métier la définition de son offre et de la demande de ses clients. Celui du chercheur obligé à chaque étape de transformer de fond en comble la matière de ses données afin d'obtenir une forme qui lui permette de parler avec autorité d'entités lointaines auxquelles il n'a pas d'accès direct. Oui, vraiment, si la politique pouvait se faire avec du transport

d'information, dans la transparence de la Raison-Information, et si le corps social tournait comme une machine, que de temps gagné... On s'inscrirait en masse. Ce serait tellement plus facile.

Malheureusement, l'information ne sert à rien même en politique. Voilà qui est plus bizarre encore, plus extrême, plus pathologique : en faisant de la politique un contenu de pensée qui informerait le récepteur, on s'évite aussi le travail des hommes/femmes politiques eux/elles-mêmes. Car enfin, tout député, tout syndicaliste, tout chef d'entreprise, tout directeur de laboratoire sait bien qu'il ne représente jamais fidèlement ses mandants, que ceux qu'il consulte n'ont pas d'opinions bien arrêtées, qu'il ne sait pas ce qui va se passer et que, s'il est par hasard obéi, c'est pour des raisons qui lui échappent très largement. Cette boucle passe par les mandants, revient vers le mandataire, repart de lui et retourne vers ses administrés. Elle porte de la représentation à l'aller, de la décision puis de l'injonction au milieu, de l'obéissance au retour, puis produit, au tour suivant, à nouveau de l'opinion, de la contestation, avant de repasser sous la forme de représentation et de reprendre son chemin dans la voix enrôlée de l'élu. Cette boucle, l'élu — au sens large du terme — sait bien dans toutes ses tripes, dans la salive de sa bouche, dans la fatigue de ses mains, qu'elle ne transporte jamais, à aucun moment, en aucune circonstance, de l'information sans déformation. Il sait aussi qu'elle ne manque pourtant, malgré les apparences contraires, ni de vertu ni de vérité, mais qu'elle a sa vérité et sa vertu propres, toujours maladroitement définies.

Telle est l'étrange pathologie à laquelle il nous faut remédier. La Raison-Information qui ne permet de comprendre ni les sciences, ni les techniques, et qui semble se réfugier dans le seul domaine de la vie publique, ne permet aucunement de rendre justice à l'énonciation particulière, au métier propre, à la vertu étonnante des hommes et des femmes qui font de la politique — au sens officiel et public du terme comme au sens officieux et privé. Comment expliquer cette dénégation de leur propre talent par les politiques eux-mêmes ? Comment expliquer que le même monsieur Juppé, au moment précis où il imite de la voix le

cours fluide d'un transport d'information inéluctable qu'il n'y aurait qu'à transmettre et à recevoir, travaille peut-être excellemment dans sa mairie, dans son parti, dans son Matignon, à un transport de représentation qui n'obéit en aucune de ses portions aux lois d'airain de l'information ?

Car enfin la boucle politique ne va pas droit, c'est le moins qu'on puisse dire. Elle n'est pas sans transformations, c'est un euphémisme. Les représentés ne savent pas ce qu'ils veulent ; le représentant ne dit pas fidèlement ce qu'ils disent, et heureusement, puisqu'ils ne le savent pas non plus ; la proposition qui sort de la bouche agrégée du mandataire et des mandants n'est qu'une tentative risquée sans certitude aucune qui trahit les intentions premières des uns comme des autres ; l'injonction donnée n'est pas reprise plus fidèlement que la représentation ; l'obéissance fait passer à l'action par traductions, trahisons, détournements une foule d'acteurs différents de ceux qui entraînent dans sa composition ; la contestation qui en sort ne ressemble ni à l'ordre donné, ni à l'ordre obéi, ni à l'opinion précédemment exprimée... Et c'est justement à cause de cette série continue d'incertitudes, de reprises, de transformations, d'artifices qu'il faut aussitôt recommencer, reprendre son bâton de pèlerin, reboucler le collectif, sans pouvoir jamais compter sur une quelconque irréversibilité, sur un acquis, sur une définitive et assurée fidélité. Quelle bête étrange que ce corps politique, connu pourtant intimement, dans leur chair et leur sang, par tous les élus ! Comment imaginer un fluide, une circulation, un transport aussi manifestement différent de celui de l'information sans déformation ? Comment peut-on confondre deux transfusions, translations, traductions, aussi radicalement opposées que, d'une part, la boucle incessamment reprise qui fait du collectif un « unique » collectif parce qu'elle le collecte toujours à nouveau et, d'autre part, la « pensée » informative qui circulerait à travers le corps social en transportant des déterminations indiscutables ? Et pourtant on les a bien confondues puisque l'on parle de « pensée unique », en mélangeant deux ordres de phénomènes sans mesure commune, ce qui empoisonne lentement, goutte à goutte, le corps politique ou, pour parler plus exactement, ce qui empêche de travailler politiquement tout le corps

social. À force de voir partout de l'information la parole se ralentit, la langue s'empâte, on devient muet, sans opinion, sans ressort.

On peut faire l'hypothèse, terrifiante à première vue, que le travail propre du politique, le parcours de cette courbe si particulière, devient peu à peu incompréhensible — comme sont devenus peu à peu incompréhensibles le travail propre et la trajectoire particulière du religieux. Imaginons l'expérience monstrueuse qui remplacerait chaque segment de la courbe par un transfert d'information qui devrait se déformer le moins possible.

Première étape : les mandants voudraient être représentés fidèlement, à la virgule près ! Les gros voudraient que leurs députés soient gros, les *gays* qu'ils soient *gays*, les *Blacks* qu'ils soient *blacks*, les incultes qu'ils soient incultes. Impossible évidemment d'obéir à cette exigence, puisque le mandataire ne ressemble en rien à ceux qui le désignent. Ils sont plusieurs, il est un. On obtient alors une trahison en lieu et place d'une fidélité « courbée ». Deuxième étape : on exigerait du mandataire qu'il sache ce qu'il va dire, qu'il ait un programme, qu'il parle raisonnablement en faisant l'exact résumé de tout ce que disent les mandants, qu'il ait une vision d'ensemble. S'il avoue ne pas savoir de cette façon droite et décidée, on l'accusera d'incompétence. Troisième étape : le mandataire, ayant un programme, s'imaginerait qu'il va l'appliquer et donnerait des ordres pour qu'on l'exécute sans déformation ni discussion. Inimaginable, car ceux qui passent à l'action diffèrent en tout du mandataire. Il est un, ils sont nombreux. Le mandataire, indigné d'être trahi, désobéi, lâché par des exécutants qui font tout autre chose que ce qu'on leur a ordonné, proteste et voudrait discipliner ses troupes. Celles-ci, indignées qu'on leur ait donné des ordres qui ne tiennent nul compte de leur opinion, furieuses qu'on veuille les discipliner, s'insurgent sans s'apercevoir qu'elles veulent maintenant des choses sans rapport ni avec ce qu'elles pensaient avant, ni avec ce qu'on leur a dit de faire. Le mandataire, effrayé, honnête, ferait des sondages pour savoir ce que « le peuple pense vraiment », chercherait à être le plus fidèle possible et à « mentir » le moins possible. Les mots tordus,

mais justes, seraient remplacés en chaque portion du cercle par d'insupportables dérives.

Résultat de ce cauchemar ? De multiples fractures en tous points de la courbe, comme si l'on voulait faire la quadrature d'un cercle et remplacer chaque section de courbe par une tangente. Prendre la tangente ! Oh oui, comme on voudrait prendre la tangente et éviter de se courber, de se plier, de tout reprendre à zéro et de recommencer indéfiniment le cycle ! Comme on voudrait être obéi une fois pour toutes, élu une fois pour toutes, représenté une fois pour toutes ! Comme on voudrait tenir une fois, une seule fois, un « levier de commande » et qu'il réponde sous les doigts ! Comme on voudrait pouvoir vider le politique de son fluide, de son sang, de ce rythme si particulier, et le remplacer une bonne fois par des lois rationnelles, par des transports de décisions inéluctables, par de la transparence, par de l'automatique ! Comme on voudrait moderniser la France, libéraliser la France, rationaliser la France, moraliser la France, qu'elle échappe enfin à ses démons, qu'elle sorte enfin de l'Histoire, qu'elle se couche enfin, droite, sérieuse, raisonnable, morte ! Mais au fait, ce cauchemar ressemble assez à la réalité de la non-politique de monsieur Juppé et de la non-politique alternative dont rêve monsieur Jospin. Ah, si les Français se résignaient enfin à devenir rationnels, à lâcher leurs archaïsmes, à devenir enfin libres de toute exigence politique ! Si l'on pouvait remiser la vie publique dans le même magasin que la religion !

On dira que l'habileté des hommes et des femmes politiques demeure intacte, quelle que soit par ailleurs l'influence délétère du rêve de l'information. C'est faux, comme on le voit chaque jour dans les réponses pathétiques que les représentants de la gauche et de la droite morales, rationnelles, honnêtes offrent à l'extrême droite. Ils se battent avec des sabres de bois contre des tanks. Dire que le talent politique suffit, que tout le monde connaît parfaitement la forme particulière de la courbe politique et qu'il n'y a donc pas à en parler revient à croire, comme en 1940, que le courage des Français suffira bien pour contrebalancer l'incompétence, le défaitisme, la trahison des généraux de l'armée. Empêcher que l'on exprime dans

toute sa vigueur la vertu propre du politique, qu'on la distingue absolument de la Raison-Information, de la morale, de la communication, qu'on lui donne mots, concepts, institutions et reconnaissance publique, c'est comme dire que les décisions de l'état-major de 1930 à 1940 n'ont eu aucune importance sur la défaite et que des sections de pigeons voyageurs auraient fait aussi bien que les téléphones de campagne. C'est mettre sur le même plan ceux qui construisent à grands frais la ligne Maginot de la moralité, du bon sens, de l'information exacte, de la Raison universelle et ceux qui veulent équiper, monter, entraîner des régiments de chars pour lutter à armes moins inégales. Contre la politique il faut faire de la politique et pas communiquer de l'information ou transmettre de la moralité.

On dira qu'en politique le machiavélisme suffit et qu'il faut se soumettre à la fatalité de la *Realpolitik*. C'est n'avoir jamais lu ni Machiavel ni Bismarck. Le machiavélisme a justement pour objet de rappeler le travail courbe, habile, pervers, subtil qui s'oppose totalement à la droite Raison et à la hauteur morale. Pour mettre en œuvre le machiavélisme, il faut faire beaucoup plus de politique et non pas moins. Il faut que le sang batte à un rythme encore plus soutenu. Ajouter de la ruse à un transfert d'information, ce n'est pas imiter Machiavel, c'est imiter l'ancienne gauche éperdue de libéralisme et perdue dans l'affairisme. Qu'on ne prononce pas en vain le beau mot de *Realpolitik* à propos de monsieur Juppé. La politique de la réalité ne ressemble justement pas à un destin inéluctable auquel il faudrait se soumettre sans discussion, mais à ce qui permet de renverser le rapport des forces qui paraissait totalement défavorable. La réalité a plus d'un tour dans son sac, et c'est pourquoi, en tenant compte de ses réserves, on peut faire plus de politique et non pas moins. De toute façon, de nos jours, la politique de la réalité exige une politique des sciences et des techniques, une politique de la recherche, sans rapport aucun avec la Raison ferme-bouche. Honte à ceux qui utilisent tous les mots qui devraient activer, agiter, mobiliser, amplifier la courbe propre et la torsion particulière à la justesse politique pour frapper d'interdit ceux qui allaient parler politique, ceux qui allaient remettre en mar-

che, recourber, replier le travail propre à la vie publique et qui jamais ne ressemble à de l'Information.

C'est très simple et tout ce volume le montre assez clairement. Celui qui dit qu'« il n'y a pas d'autre politique possible » ne fait pas de politique — et ne fait pas de science, pas de technique, pas d'économie, pas de pédagogie. Il ment même s'il dit vrai ; il trahit même s'il veut être fidèle. Il s'est trompé de vérité, de fidélité. Il a confondu l'information droite, transparente et définitive avec la composition courbe, risquée, tordue, celle qu'il faut toujours reprendre. Ceux qui disent qu'il faut se battre, je veux voir leur dos quand ils nous mènent à l'ennemi et non pas leur ventre quand ils fuient devant la nécessité. Je veux bien croire ceux qui veulent unifier le corps politique dans une seule bataille économique, mais je veux voir le mal qu'ils se sont donné pour parcourir la courbe entière qui compose cette unité. S'ils me disent que c'est une pensée, qu'il n'y en a pas d'autre, que je dois la transmettre, que je n'entre pour rien dans sa composition, je suis en rage, et s'ils osent le faire au nom des sciences, des techniques, des faits, alors je vois rouge.